ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 4 MARS 1973

1re Circonscription de la Haute-Vienne

ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

(pour la reconstruction de la 4e Internationale)

ALLIANCE DES JEUNES POUR LE SOCIALISME

CITOYENNES, CITOYENS,

Militant ouvrier, je me présente à vos suffrages, travailleuses et travailleurs, ouvriers et paysans, enseignants, jeunes de la première circonscription de la Haute-Vienne avec mon suppléant, mon camarade Bernard LEGLEU, enseignant à Limoges.

Je n'ai pas la prétention de tout connaître ni d'avoir réponse à tout, mais je suis convaincu que le député devrait être le délégué de ses électeurs, contrôlé par eux et révocable à tout moment. Il en était ainsi des élus de la Commune de Paris, des députés aux Conseils d'ouvriers et de paysans, les Soviets, en 1917 quand le parti bolchevik de Lénine et de Trotsky conduisait la révolution à la victoire. C'est cela la démocratie véritable, la démocratie ouvrière, celle de l'État ouvrier.

Certes ce n'est pas avec ces problèmes que nous sommes aujourd'hui directement confrontés puisqu'il s'agit d'élire des députés dans le cadre de la constitution antidémocratique de 1958. Ces élections ont cependant une grande importance, battre l'UDR et ses associés, battre le gouvernement qui sert les intérêts du Capital : voilà la nécessité qui s'impose. La défaite de Pompidou et des siens permettra d'abroger la Constitution autoritaire qui nous a ramenés au temps de Napoléon le Petit, de rétablir l'exercice de toutes les libertés ouvrières et démocratiques. Substituer au gouvernement Pompidou-Messmer un gouvernement ouvrier s'engageant à satisfaire les revendications, constituerait un premier pas vers la démocratie des Conseils Ouvriers, un premier pas vers le socialisme.

⁂

Je suis postier. Aussi dirai-je quelques mots au sujet de ce service public qui, comme son nom l'indique, devrait être au service de tous. Or, que se passe-t-il ?

Chaque année des petits bureaux sont supprimés : par dizaines de milliers, paysans, petites gens des villages et des campagnes se voient refuser le droit d'utiliser un bureau de poste, de recevoir leur courrier à domicile, au nom de la « rentabilité ». Pourtant les PTT se modernisent : dans toutes les branches, mécanisation, automatisation, électronique sont à l'ordre du jour. Personne ne saurait s'opposer à l'emploi de techniques plus avancées permettant au service public de jouer mieux son rôle tout en améliorant les conditions de travail. Mais ce n'est pas le but cherché. Là encore la devise c'est la rentabilité c'est-à-dire la suppression d'emplois.

Ainsi aujourd'hui, c'est le centre de contrôle des mandats qui est menacé de disparition entraînant la suppression de centaines d'emplois, les « reclassements » d'office, le blocage des mutations pour ceux qui sont partis à Paris persuadés qu'ils pourraient rentrer chez eux.

Pourtant aux PTT comme ailleurs il existe des solutions. Il n'est que de voir les facilités qu'obtiennent, par exemple, les grandes firmes pour acheminer leurs dépliants publicitaires. Pas de problèmes pour les géants de la vente par correspondance. Rendre aux PTT leur vocation de service public c'est donner à l'État les moyens d'investir en expropriant le capital bancaire, c'est exproprier les trusts de l'électronique qui multiplient les marchés avec les PTT

Quel gouvernement peut oser cela ? Seul un gouvernement des partis de la classe ouvrière, un gouvernement sans représentants des banques, sans représentants des partis de la bourgeoisie.

⁂

Je ne suis pas paysan et je n'ai pas, je l'ai dit, la prétention de tout connaître. Mais il est un fait que tous peuvent constater. Les produits que l'on ne paye pas à leur juste prix aux producteurs sont revendus à un prix écrasant aux consommateurs. Pourquoi ? Parce que les intermédiaires écrasent le paysan, le petit commerçant. Mais qui contrôle les intermédiaires sinon les grands trusts monopolisant les circuits de distribution ? Les résultats de cette politique qui s'inscrit dans le cadre du Marché Commun sont nets : dans la seule Haute-Vienne c'est plus de 1 100 exploitations agricoles qui disparaissent chaque année !

Voilà la réalité de la politique du gouvernement, celle de ces CHIRAC, de ces PONS, ou SERIEYX qui ose solliciter vos suffrages au nom de l'avenir du Limousin. Pas un travailleur ne peut se laisser abuser par le candidat du pouvoir.

Il n'est d'autre solution que l'expropriation des banques qui tiennent aujourd'hui à leur merci les exploitants agricoles et la concentration de tout le système de crédit dans les mains de l'État, permettant le crédit à bon marché.

Quel gouvernement pourrait prendre de telles mesures ? Seulement un gouvernement des partis de la classe ouvrière, un gouvernement sans représentants des partis de la bourgeoisie.

⁂

Il y a quelques années, dans l'industrie de la porcelaine, les carnets de commandes étaient — paraît-il — vides : les salaires étaient très bas. Aujourd'hui, assure-t-on, les carnets sont pleins. Mais les payes sont aussi basses et la grille des salaires est un défi au bon sens. Il faut rester « concurrentiel », n'est-ce pas ? En clair cela veut dire, qu'en toutes circonstances, le patronat veut faire payer l'accroissement de ses profits par les travailleurs !

Un autre exemple, Legrand la plus importante entreprise de Limoges : la moyenne des salaires arrive à l'avant-dernier rang de la moyenne de la Haute-Vienne. Voilà la politique « sociale » qu'encourage le gouvernement en place. Répétons-le : pas un travailleur ne peut donner son vote à son porte-parole, Alain SERIEYX.

Mais une question se pose, comment combattre cette politique ? Il y a quelques semaines, d'après la presse, Georges Sarre qu'accompagnait François Mitterrand a déclaré (il n'y a pas eu de démenti) que l'entreprise Legrand ne serait pas nationalisée car c'était une entreprise « concurrentielle ». Nous avons vu quel était le secret de sa réussite, la surexploitation des travailleurs. Faut-il accepter cette surexploitation ? Le programme commun de l'Union de la Gauche — dont Hélène Constans, candidate du PCF est aussi le défenseur — ne prévoit pas la nationalisation de Legrand.

● L'OCI affirme : **« seul un gouvernement où ne siégerait aucun représentant des intérêts capitalistes, aucun représentant des partis de la bourgeoisie, pourrait satisfaire les revendications, ouvrir la voie à l'expropriation des firmes capitalistes, au contrôle des travailleurs sur la production. »**

● L'OCI affirme **« Le vote classe contre classe équivaut au vote pour un gouvernement du PCF et du PS qui s'engagerait à faire une politique anticapitaliste. »**

Or l'Union de la Gauche c'est l'alliance avec un parti de la bourgeoisie, le parti des radicaux dits de « gauche », les successeurs de Daladier, les banquiers comme Fillipi, les PDG comme Lamirault, les politiciens prêts à toutes les combinaisons comme Maurice Faure.

● L'OCI affirme **« c'est berner les travailleurs que de prétendre satisfaire leurs revendications en préparant un gouvernement où siégeraient des représentants politiques de la bourgeoisie exploiteuse. »**

⁂

Il est une autre question qui comptera dans le vote de chacun : comme des milliers d'électrices et d'électeurs, je suis parent d'élèves et je suis angoissé quant à l'avenir des enfants, quant au sort fait à l'Éducation Nationale. Qui ne serre les poings de rage quand on accuse la fatalité parce qu'un CES flambe comme une torche, un établissement qui méritait sans doute ce mot terrible d'un architecte « ils sont juste bons à durer le temps d'une exposition ».

Tandis que l'École Laïque est démantelée, c'est en dix ans 2 000 milliards de francs qui ont subventionné les Écoles confessionnelles. Et d'aucuns osent prétendre que la défense de la laïcité est « dépassée ».

Il faut être net : Mme Constans, candidate du PCF, est professeur. Son parti aujourd'hui, le programme commun de la gauche, admettent l'entrée éventuelle de prêtres à l'école.

Pour l'OCI, la religion est affaire privée. Introduire les prêtres dans l'École Publique, c'est permettre à une institution privée incontrôlée, ne relevant que de ses propres décisions de violer les consciences de ceux qui professent une autre opinion. Tel est le fondement de la laïcité dont les racines plongent dans l'expérience séculaire des luttes du peuple français. La séparation de l'Église et de l'État, de l'Église et de l'École, constitue un fondement de la démocratie.

« Pas de curés, pas de patrons à l'école » ce mot d'ordre s'inscrit dans la tradition pour laquelle, depuis la Commune de Paris et Jean Jaurès, les partis ouvriers ont toujours combattu. L'OCI y reste fidèle.

Dans la première circonscription se présente M. Guy Charrière, candidat réformateur. Quelles « réformes » préconise-t-il ? Le regroupement qu'impulse M. Lecanuet constitue une formation bourgeoise directement liée au cléricalisme. Pas un travailleur, pas un parent d'élève, pas un enseignant ne peut donner sa voix aux partisans du démembrement de l'École Publique, aux partisans du replâtrage de la Ve République.

⁂

M. Georges Sarre se présente comme candidat du parti socialiste. Sans vouloir dans cette circulaire que je rédige comme militant politique exposer des questions relevant du mouvement syndical nécessairement indépendant des partis politiques, je juge de mon devoir de dire que Georges Sarre, postier comme moi, et appartenant naguère à la même organisation syndicale, a tenté, en décembre 1970, une opération de destruction d'une fédération syndicale ouvrière pour le compte du cléricalisme. Certes, chacun peut avoir ses conceptions : je défends les miennes au sein de mon organisation syndicale. Mais aucun travailleur, par-delà les légitimes différences d'opinion, ne peut approuver ceux qui cherchent à détruire le syndicat, à affaiblir l'instrument de défense des travailleurs. De pareilles tentatives ne peuvent servir que la bourgeoisie.

Il y a enfin dans cette circonscription un candidat de « Lutte Ouvrière », groupe qui dans le sillage de la Ligue Communiste avec laquelle elle a conclu un accord électoral, appelle nationalement à voter pour l'Union de la Gauche, c'est-à-dire se place dans le cadre de l'alliance avec un parti bourgeois, le parti radical. Si l'OCI estimait que l'Union de la Gauche soit une alliance conforme aux intérêts des masses laborieuses, elle ne présenterait pas de candidats.

Aussi, si vous pensez que le vote que vous allez émettre doit être un véritable vote « Classe contre Classe », un vote pour la construction du parti révolutionnaire, votez OCI le 4 mars.

En tout état de cause, dès le premier tour, pas une voix pour le candidat de quelque parti de la bourgeoisie que ce soit. Au 2e tour, toutes les voix devront se reporter sur le candidat du parti ouvrier arrivé en tête.

POUR LE SOCIALISME : CLASSE CONTRE CLASSE
POUR LE GOUVERNEMENT OUVRIER : CLASSE CONTRE CLASSE
POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI RÉVOLUTIONNAIRE : CLASSE CONTRE CLASSE

VOTEZ O. C. I.
VOTEZ PIERRE LEVASSEUR

Militant ouvrier des P.T.T.

SUPPLÉANT : **BERNARD LEGLEU**

Professeur d'Éducation Physique et Sportive, enseignant à Limoges.

VU : LES CANDIDATS.

BONTEMPS, LIMOGES